

Quant aux demandes formulées par les partis de l'opposition aux séances du comité au sujet d'amendements visant à faire répondre le vérificateur général de ses activités, nous leur avons donné suite, comme l'a dit le premier député qui a parlé au nom du NPD. En fait, dans la partie de son rapport qui traite de la Commission canadienne du lait, le vérificateur général signale que le ministre qui en est chargé a demandé une vérification complète. Voilà donc un ministre qui a réagi positivement quand il s'est rendu compte que quelque chose n'allait pas bien. Il a immédiatement demandé une vérification complète. Nous avons accepté l'amendement du NPD afin que la société Canagrex soit exploitée comme une entreprise commerciale et qu'elle réponde de ses activités aux Canadiens et au Parlement. Le vérificateur général nous a félicités d'avoir accepté cet amendement pour nous assurer que la société sera bien exploitée.

Une chose me préoccupe depuis que ce bill a franchi l'étape de la deuxième lecture. Je crois que le député qui a soulevé cette question hier en invoquant les dispositions de l'article 43 du Règlement avait absolument raison de dire que l'opposition officielle a changé son fusil d'épaule sans crier gare. Afin de répondre à ces craintes, nous avons modifié le bill de sorte que la Canagrex ne puisse en aucun cas se lancer dans la production de produits agricoles, sauf dans le cadre d'une entreprise en coparticipation ou encore à la demande des gouvernements, des compagnies canadiennes, des coopératives, des offices de commercialisation, des associations ou d'autres organismes canadiens. Nous avons accédé à cette demande afin de garantir que cela ne puisse se produire.

Une autre rumeur qui circule est que Canagrex s'emparera des terres grâce aux dispositions sur la propriété foncière. Nous avons fermé la porte à cette possibilité. Il est impossible que cela se produise.

Des voix: Oh, oh!

M. Ferguson: Les seules propriétés que la société peut acquérir sont des hangars ou l'immeuble abritant son siège social.

M. Mazankowski: Macdonald avait dit que vous n'achèteriez jamais de stations-service non plus.

M. Ferguson: Nous nous sommes rendus aux objections des divers députés de l'opposition, et ils veulent encore retarder l'adoption de ce projet de loi, car ils reconnaissent les possibilités qu'il offre. Il pourrait ouvrir de nouveaux marchés pour nos produits agricoles et nous rendre notre prospérité d'antan.

Dans le numéro de septembre 1981 du *Food Market Commentary*, on peut lire ce qui suit:

Dans les domaines de la mise en conserve des fruits et des légumes, de la meunerie et de la fabrication de céréales de table, plus de 60 p. 100 des exportations sont effectuées par des entreprises dominées par les capitaux étrangers. On peut alors se demander si ces sociétés sont prêtes à livrer une concurrence acharnée à leur société mère sur un marché en particulier.

L'adoption de ce projet de loi et sa mise en application s'imposent également du fait que nos producteurs, compte tenu du fléchissement que connaissent les économies des pays industrialisés, risquent d'être laissés en plan par certaines de ces sociétés mères étrangères.

Je voudrais également réfuter certains des points soulevés par quelques personnes au sujet de la situation sur les marchés. Le rapport annuel de la Société canadienne pour l'expansion des exportations déposé il y a quelques semaines révélait:

Attribution de temps

Le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et la Suède sont les pays qui ont perdu une part du marché.

Le Canada semble avoir subi la plus grande perte en proportion, et cela s'est produit à une époque où le marché mondial pour ces produits a presque quintuplé.

Si le système actuel fonctionnait très bien, lorsque le marché a presque quintuplé, pourquoi les exportations du Canada ont-elles diminué?

M. Lewis: A cause du ministre.

M. Ferguson: Le directeur général de l'Association canadienne des éleveurs de bétail a déclaré ce qui suit:

... notre performance en matière d'exportation dans ce secteur est remarquable et s'il y a place pour l'amélioration, ce n'est certainement pas grâce à Canagrex qu'on y parviendra.

Je ne peux cependant absolument pas comprendre le pouvoir de cette déclaration, car nous sommes dans une situation déficitaire pour ce qui est de la production de bœuf abattu. Nous avons importé en 1981 pour 178 millions de dollars de bœuf abattu alors que nous en avons exporté pour 142 millions. Nous accusons aussi un déficit pour nos exportations de bovins. Nous en avons importé pour une valeur de 133 millions de dollars, alors que nous en avons exporté pour une valeur de 110 millions de dollars. Comparez toutefois ces chiffres avec celui des exportations de viande de cheval, soit 41 millions de dollars. Qu'est-ce qui peut bien ne pas aller à la Canadian Cattlemen's Association pour qu'une chose pareille se produise?

Voyez quelle est la situation des éleveurs de porcs. Nous exportons du porc apprêté pour une valeur de 349 millions de dollars et nous en importons pour 42 millions de dollars. Il y a manifestement quelque chose qui ne va pas du tout lorsqu'une situation pareille persiste.

M. Taylor: C'est le gouvernement libéral qui ne va pas.

M. Ferguson: Et le gouvernement libéral n'y est pour rien. Nous devons continuer à examiner ce qui se passe. Les gens attendent après cette mesure législative. On a reproché au ministre d'avoir demandé qu'une période de temps soit attribuée à l'étude de cette mesure, non pas au moyen de la clôture, mais en vertu de l'article 75c du Règlement.

M. Lewis: Il l'a fait en douce.

• (1640)

M. Taylor: En douce, en effet.

M. Ferguson: Ils disent qu'il l'a fait en douce. Pas moi. J'ai ici un télégramme de l'Ontario Flue Cured Tobacco Growers Marketing Board, selon lequel:

... une vente à l'exportation de onze millions de livres ... dépend de l'adoption de ce projet de loi, et peut-être aussi une autre vente à l'exportation de dix millions de livres.

Lorsque des occasions comme celles-là se présentent à nous, nous devrions certes intervenir en tant que Parlement canadien pour veiller à exploiter les possibilités qui s'offrent à nous, Canadiens. Nous devrions chercher ensemble à améliorer non seulement la situation économique de l'agriculteur canadien, mais aussi les retombées dont profitera toute notre économie. Les ventes accrues de machines agricoles contribueront à redonner du travail aux travailleurs de ce secteur et à aider les vendeurs de machines agricoles à sortir des difficultés où ils se trouvent à l'heure actuelle. J'estime qu'au Canada nous avons les moyens. Nous sommes respectés en tant qu'exportateurs.